

ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REPÉRAGE AVANT DÉMOLITION DE MATÉRIAUX POUVANT CONTENIR DE L'AMIANTE, DU PLOMB ET/OU DES TERMITES ET DIAGNOSTIC PEMD

PORTANT SUR LA MAISON D'ARRET HISTORIQUE (971)

<i>REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)</i>
--

Date et heure limites de remise des offres :

05 décembre 2025 à 14h00 (heure de Paris)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 :	OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.1	Objet de l'accord-cadre	3
1.2	Nature du marché	3
1.3	Lieu d'exécution des prestations.....	4
1.4	Allotissement.....	4
ARTICLE 2 :	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1	Mode de passation.....	4
2.2	Variantes.....	4
2.3	Conditions de participation des concurrents	4
ARTICLE 3 :	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
ARTICLE 4 :	DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 5 :	VISITE DE L'EMPRISE.....	5
ARTICLE 6 :	MODIFICATIONS DE DETAIL EVENTUELS AU DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 7 :	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	5
ARTICLE 8 :	PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
ARTICLE 9 :	CLAUDE SUR LA CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS.....	6
ARTICLE 10 :	CONTENU DES OFFRES.....	6
10.1	Dossier de candidature – Conditions de participation.....	6
10.2	Dossier de présentation de l'offre :	8
ARTICLE 11 :	CRITERES DE SELECTION ET DE CLASSEMENT DES OFFRES.....	9
11.1	Jugements des candidatures	9
11.2	Jugement des offres.....	9
ARTICLE 12 :	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES.....	10
ARTICLE 13 :	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	13
ARTICLE 14 :	DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER L'ACCORD-CADRE.....	13

ARTICLE 15 : VOIES DE RECOURS 14

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de l'accord-cadre

L'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ), maître d'ouvrage, a pour mission, pour le compte du ministère de la justice et de ses établissements publics, de réaliser toute étude et analyse préalable relative aux investissements immobiliers du patrimoine du ministère de la justice.

La Maison d'Arrêt de Basse Terre historique, situé en centre-ville de Basse-Terre (97100), fait l'objet d'une opération de reconstruction (marché notifié 2018) dont le mandataire du groupement de conception réalisation est BOUYGUES CONSTRUCTION. Les travaux, engagés en 2020 sur les parcelles adjacentes, ont conduit à la livraison à l'été 2025 de la première partie de la nouvelle Maison d'Arrêt de Basse Terre. Le transfert de l'activité pénitentiaire est prévu 4e trimestre 2025.

Une fois les locaux de la Maison d'Arrêt historique libérés, s'engagera la 3e phase de travaux « la dépollution et démolition des bâtiments existants » en vue de la construction de la deuxième partie de la nouvelle Maison d'Arrêt de Basse Terre.

Composé d'un ensemble de bâtiments disparates et vétustes, les analyses précédemment menées (DTA, RAAT et CREP) ont montré que les différents bâtiments et plus particulièrement les bâtiments historiques (murs enceinte, Bâtiment détention A et B et Bâtiment Administration-vestiaires, ...) :

- contiennent de l'amiante : enduits sur murs extérieurs et intérieurs,
- contiennent du plomb : peintures de grilles métalliques, peintures et faïences intérieures, carrelages, ...
- présence de termites sur les parcelles adjacentes,

Ces constats justifient aujourd'hui la nécessité de procéder aux « diagnostics obligatoires avant démolition » et ce en vue de pouvoir engager les travaux de dépollution (travaux de désamiantage, déplombage et déconstruction) sur l'ensemble des constructions des parcelles.

La surface cumulée de plancher dépassant les 1000m², l'obligation du diagnostic PEMD (Produit, Équipement, Matériaux, Déchets) est avérée pour cette opération de travaux de démolition. Ce diagnostic doit permettre de déterminer la quantité, la nature, la localisation des matériaux et produits qui engendreront des déchets à recycler et accord avec les filières locales.

Le présent marché confie au titulaire un accord-cadre de prestations intellectuelles au sens de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique.

1.2 Nature du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire en application des articles R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique. Il s'exécute au fur et à mesure de la survenue du besoin, par la notification de bons de commande et/ou la conclusion de marchés subséquents.

Les prestations sont susceptibles de varier dans les limites suivantes :
 Montant minimum sur toute la durée de l'accord-cadre : Sans montant minimum ;

Montant maximum sur toute la durée de l'accord-cadre : 139 000,00 €HT.

1.3 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées sur le site dénommé « Maison d'Arrêt de Basse-Terre historique » (971).

1.4 Allotissement

Les prestations objet du marché sont indissociables

ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Procédure de passation

Il s'agit d'une consultation lancée sous la forme d'une procédure adaptée ouverte qui est soumise aux dispositions des articles R 2123-1 et R 2123-4 et 5 du code de la commande publique.

2.2 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.3 Conditions de participation des concurrents

Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché

La consultation est ouverte :

- Aux prestataires individuels susceptibles d'exécuter les prestations par leurs moyens propres
- Aux groupements conjoints avec mandataire solidaire
- Aux groupements solidaires.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il se verra contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

ARTICLE 3 : DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La durée de l'accord-cadre est de 12 mois à compter de sa notification.

Cet accord-cadre pourra être reconduit tacitement 3 fois à la date anniversaire de sa notification pour une nouvelle période de 12 mois sans que sa durée totale n'excède 48 mois.

En cas de reconduction, le titulaire ne peut refuser celle-ci.

En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de sa décision dans un délai de 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les bons de commande et marchés subséquents pourront être notifiés au titulaire pendant toute la période de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités de lancement des prestations, ainsi que la détermination du délai d'exécution des prestations, sont précisées à l'article 4 de l'acte d'engagement.

ARTICLE 5 : VISITE DE L'EMPRISE

Une visite de site sera organisée durant la consultation le mardi 25 novembre 2025 à 14h. La visite de l'emprise n'est pas obligatoire, bien qu'elle demeure vivement conseillée aux soumissionnaires qui ont la possibilité de l'effectuer.

Les candidats souhaitant participer à la visite de l'emprise devront se manifester avant le jeudi 20 novembre 2025, en s'adressant par mail à: lola.meigneux@apij-justice.fr et melanie.marie-joseph@apij-justice.fr

ARTICLE 6 : MODIFICATIONS DE DETAIL EVENTUELS AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans qu'aucune réclamation ne soit admise.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 7 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingts jours (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

ARTICLE 8 : PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC)
 - Et son annexe n°01 le cadre de réponse de candidature (format Excel).
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1 : Acte de sous-traitance relatif à la sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi,
 - Annexe 2 : Bordereau de prix unitaires (BPU), avec répartition des paiements par co-traitant
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le détail quantitatif estimatif (DQE au format Excel), avec répartition des paiements par co-traitant, à compléter par les candidats,

- Le dossier d'annexes techniques contenant :
 - Plan masse du site (format .dwg)
 - Plans des bâtiments du site (format .pdf)
 - Images du site
 - Le DTA - 2020
 - Audit de déconstruction pour les travaux de démolition de la Maison d'Arrêt de BASSE-TERRE et des locaux DEAL (rue DUGOMMIER) - 2017

ARTICLE 9 : CLAUSE SUR LA CONFIDENTIALITE DES DOCUMENTS

Les candidats sont tenus au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les fichiers, études, documents qui leur ont été communiqués pour leur permettre d'établir leurs propositions dont la divulgation serait préjudiciable à la sécurité du projet. Sauf indication contraire du représentant du pouvoir adjudicateur, tous les documents remis sont réputés présenter un caractère secret.

Ils s'engagent donc à respecter les obligations suivantes :

- S'interdire toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise ou diffusion de documents à des tiers sauf accord auprès du maître d'ouvrage ;
- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui leur auront été remis, sauf accord exprès du maître d'ouvrage ;
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ;
- Signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, dans les 24 heures suivant la constatation de l'incident, toute défaillance de ce dispositif (perte ou vol de documents dont le caractère secret lui aura été notifié ou intrusion malveillante dans le système informatique) ;
- Retourner au représentant du pouvoir adjudicateur l'ensemble des documents dont la restitution aura été demandée.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du candidat pourra être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du Code pénal.

ARTICLE 10 : CONTENU DES OFFRES

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

10.1 Dossier de candidature – Conditions de participation

Ce dossier devra contenir tous les éléments mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence pour chaque candidat ou chaque membre du groupement solidaire, à savoir :

Situation juridique du candidat :

1. Une lettre de candidature et la désignation du mandataire par ses cotraitants complétée et signée (formulaire DC1 version du 1er avril 2019 <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ainsi que les coordonnées de l'ensemble des contractants et sous-traitants dans le cadre de réponse (fichier .xls).

2. Si le(s) candidat(s) est en redressement judiciaire au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

Capacité financière :

3. Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2) et à reporter dans le cadre de réponse (fichier .xls).

Capacité professionnelles et techniques :

4. Une note de présentation des moyens humains de la société : les effectifs globaux et moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années,
5. Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et /ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché. Le titulaire doit obligatoirement posséder les qualifications et certifications professionnelles nécessaires pour le repérage d'amiante en cours de validité pour cette activité (conformément à l'arrêté du 2 juillet 2018 en vigueur définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification). Il devra impérativement respecter la réglementation en vigueur.
6. Un dossier détaillé de 3 références de moins de trois ans significatives et appropriées à l'objet de la présente consultation ou à un objet d'importance et de complexité comparable à reporter dans le cadre de réponse en annexe 1.

Pour chaque référence, le candidat précisera également :

- Objet de l'opération
- Nature de la prestation réalisée
- Identification du maître d'ouvrage (dénomination complète avec coordonnées)
- Montant en euros (H.T.) des prestations réalisées.

Les prestations les plus importantes pourront utilement être appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations réalisées, précisant si elles ont été menées régulièrement à bonne fin.

Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 3 références, seules les 3 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles chacun sur le site Internet

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de groupement ou de sous-traitance, les pièces énumérées doivent être produites pour chaque membre du groupement ou des sous-traitants. En outre, en cas de sous-traitance, le candidat devra produire une déclaration signée électroniquement par le sous-traitant indiquant qu'il mettra bien ses moyens à disposition.

10.2 Dossier de présentation de l'offre :

Ce dossier comprendra les pièces suivantes :

A - Un projet d'accord-cadre comprenant :

1. L'acte d'engagement (AE),

- a. **Son annexe 1 modèle d'acte de sous-traitance** complété, signé, accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés à l'accord-cadre. Le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.
- b. **Son annexe 2 :** Bordereau de prix unitaires (BPU), avec répartition des paiements par co-traitant

2. Le détail quantitatif estimatif (DQE)

3. Un mémoire technique

Ce mémoire, qui ne pourra excéder 60 pages hors annexes et planning, comprendra notamment :

1. L'organisation retenue pour assurer la prestation :

- i. La composition de l'équipe responsable de l'exécution des prestations, en incluant les curriculum-vitae et expériences correspondantes aux principaux personnels et spécialistes affectés à l'exécution du marché en précisant les domaines d'intervention qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux. Le nom et les coordonnées de la personne qui sera chargée de l'exécution des prestations.
- ii. L'organisation interne, la répartition des rôles et des missions (entre les différents prestataires et intervenants proposés par le titulaire et leurs modalités de coordination, les relations à la maîtrise d'ouvrage (personne référente pour le maître d'ouvrage, liste des interlocuteurs directs...).

Finalement, la note d'organisation demandée doit permettre au pouvoir adjudicateur de juger de la qualité et la cohérence de l'équipe dédiée à la présente mission.

2. La méthodologie adoptée en vue d'assurer les prestations :

- i. La méthodologie proposée pour chacune des missions du marché
- ii. Les moyens techniques mis en œuvre pour chacune des missions du marché

ARTICLE 11 : CRITERES DE SELECTION ET DE CLASSEMENT DES OFFRES

11.1 Jugements des candidatures

Conformément aux articles R2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de capacité économique, financière et technique du candidat ou du groupement candidat, appréciés au vu des renseignements demandés à l'annexe 1 du présent document.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités du groupement est globale.

Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.

11.2 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera désignée après application des critères énoncés ci-dessous :

1- La valeur technique de l'offre, pour 60 %, appréciée au travers du mémoire technique

- i. La qualité et la pertinence de l'organisation opérationnelle envisagée, notamment les CV et l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution de la mission et la répartition des tâches pour 30%
- ii. La qualité et la pertinence de la méthodologie proposée pour réaliser les missions, telle qu'elle résulte du contenu du mémoire technique pour 30%

2- Le prix des prestations, pour 40%, apprécié au regard du DQE renseigné par les candidats.

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié, ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant.

11.3 Négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le Pouvoir Adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats, voire avec un seul, en vue d'optimiser la ou les propositions jugées les plus intéressantes. Il se réserve également la possibilité d'écarter de la négociation les candidats ayant remis une offre irrégulière ou inacceptable.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange de mails ou, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Un nouvel acte d'engagement prenant en compte les modifications éventuellement apportées à l'offre initiale devra alors être signé.

ARTICLE 12 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les dossiers de candidatures et d'offres devront **OBLIGATOIREMENT être adressés par voie électronique** sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (www.marches-publics.gouv.fr), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2727694&orgAcronyme=d3f>

Elles devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2727694&orgAcronyme=d3f>

La transmission des plis sur un support physique électronique (CD-ROM, disquette ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Signature électronique :

Conformément à l'article L2132-2 du nouveau code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement
- Les pouvoirs des cotraitants envers le mandataire le cas échéant

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

Toutefois, à l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise. La signature manuscrite scannée est assimilée à une photocopie et ne peut remplacer la signature électronique.

Les catégories de certificats conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habiles.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont Xades, Pades et Cades.

La liste exhaustive des formats bureautiques autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc et .xls.

Clause de sauvegarde

Suivant les dispositions de l'article de l'article R 2132-11 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques qui transmettent leur candidature et leur offre par voie électronique (profil acheteur PLACE), peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou sur support physique électronique ou par voie électronique, une copie de sauvegarde de ces documents.

« En cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

- La Lettre recommandée électronique :
 - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf (ssi.gouv.fr)
 - o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard (europa.eu)
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique

En cas de transmission par voie papier ou sur support physique électronique, cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

**« APIJ – MA BASSE-TERRE – ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
DIAGNOSTIC AVANT DÉMOLITION PHASE 3 - COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR »**

La copie de sauvegarde transmise par voie papier ou support physique électronique doit :

- Soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h00, 14h00 à 17h00) contre récépissé à la Direction juridique et des marchés à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice - 67 Avenue de Fontainebleau - 94270 Kremlin Bicêtre
- Soit être adressée sous pli recommandé avec accusé de réception à l'Agence publique pour l'Immobilier de la Justice - Direction juridique et des marchés - 67 Avenue de Fontainebleau - 94270 Kremlin Bicêtre

La copie de sauvegarde est ouverte :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Assurance et frais de transport

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

ARTICLE 13 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Il est à noter que toute demande de renseignement complémentaire sera adressée au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite de remise des offres sur le site <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Si le pouvoir adjudicateur le juge pertinent, une réponse pourra être formulée, et elle sera dans ce cas adressée à tous les concurrents via la plateforme <http://www.marches-publics.gouv.fr>.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER L'ACCORD-CADRE

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- La liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :
 - Sa date d'embauche
 - Sa nationalité
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant

A ce titre, l'APIJ a souscrit, à la plateforme en ligne E ATTESTATIONS pour l'obtention de ces documents. En cas d'absence des documents ou de documents non conformes, le candidat recevra une alerte via E Attestations pour produire les documents demandés.

A défaut de réponse dans un délai de 10 jours à compter de la demande sur E-Attestations, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

ARTICLE 15 : VOIES DE RECOURS

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif de Melun :

- Recours prévu à l'article L.551-1 du code de justice administrative avant la signature du marché ;
- Recours prévu à l'article L. 551-13 du code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché ;
- Recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre.